

Agroécologie, processus participatifs y droits

Expériences avec des familles et des communautés paysannes au Pérou et en Bolivie

WALTER CHAMOCHUMBI, DIANA SANTOS, ERIC CAPOEN

L'intervention du programme *Interactuando con Territorios Vivos* (2017-2021) au Pérou et en Bolivie a-t-elle contribué grâce à l'agroécologie à l'exercice des droits des agriculteurs familiaux par rapport à leur alimentation, à la protection de l'environnement et des ressources naturelles, et à la réduction des inégalités de genre ?

Pour répondre à cette question initiale, nous partons de l'accompagnement et de l'inter-apprentissage générés avec des familles paysannes, des communautés et des peuples natifs installés dans des territoires des hauts plateaux et de l'Amazonie au Pérou et en Bolivie. Cet accompagnement se fait tout au long de leur transition complexe de l'agriculture traditionnelle à l'agroécologie à la recherche d'une alimentation saine, avec une gestion territoriale et environnementale, ainsi que dans la réduction des écarts sociaux de genre.

Le programme *Interagir avec les territoires vivants* (ITV, voir encadré) est le résultat d'expériences antérieures avec d'autres projets de promotion agroécologique et de gestion territoriale participative dans la région andine, coordonnés par l'organisation non gouvernementale belge *Eclosio*, qui ont servi de base au programme ITV (2017-2021) mis en œuvre par neuf partenaires/associés : cinq au Pérou (*Consortio Agroecológico Peruano - CAP*, *Centro Peruano de Estudios Sociales - CEPES*, *Diaconia - Asociación evangélica luterana de ayuda para el desarrollo comunal*, *Junta de Desarrollo Distrital de Pamparomás - JDDP* et *Grupo Género y Economía - GGE*) et quatre en Bolivie (*Asociación de Promotores de Salud del Área Rural - APROSAR*, *Fundación TIERRA*, *Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia - AOPEB* et *Red Boliviana de Mujeres Transformando la Economía - REMTE*). Ces organisations ont favorisé de nouvelles approches et méthodes participatives pour aborder la réalité rurale. Cette démarche s'est appuyée sur les problèmes et les dynamiques socio-territoriales des familles paysannes à faibles revenus, qui vivent principalement de l'agriculture traditionnelle et de l'agriculture extensive dans différents écosystèmes et qui sont éloignées du plein exercice de leurs droits. À partir du programme ITV, des actions de plaidoyer et d'articulation multipartite ont été menées au niveau national dans les deux pays, ainsi que des actions

locales.

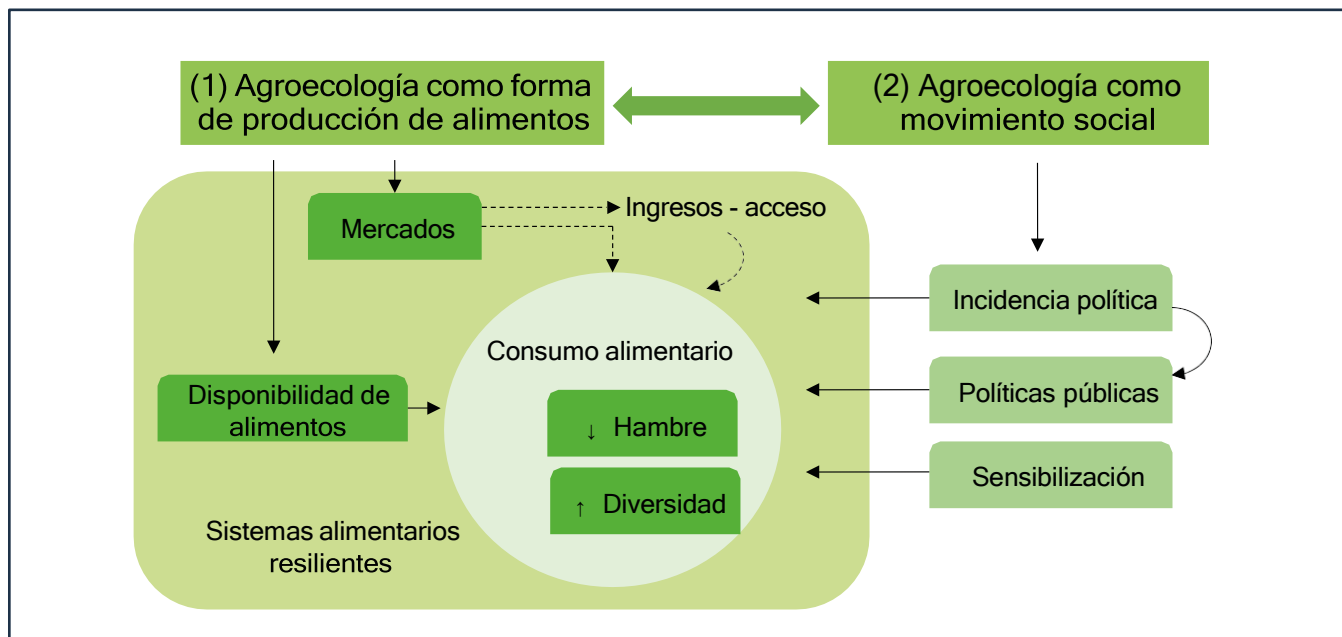
Des actions ont été menées au niveau national dans les deux pays, ainsi que des actions locales dans cinq territoires ruraux au Pérou (municipalités de *La Merced* et *Pamparomás* dans la région d'*Ancash*) et dans trois territoires ruraux en Bolivie (municipalités de *Taraco* dans l'*Altiplano* et *Palos Blancos* dans le *Sud Yungas*, dans le département de *La Paz* ; et municipalité de *Salinas* dans l'*Altiplano*, dans le département d'*Oruro*). Depuis 2010, *Eclosio* a fait du droit à la souveraineté alimentaire son principal support institutionnel et sa référence. Ce droit, indissociable des autres droits fondamentaux, a été développé dans le cadre de la défense des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Le programme ITV

Le programme ITV (2017-2021) *Zone Andine* visait à renforcer les familles paysannes dans l'exercice de leurs droits à avoir une relation réciproque avec le territoire et à promouvoir une interaction durable entre les êtres humains, l'environnement et les ressources naturelles au Pérou et en Bolivie.

Cette initiative a été principalement financée par la *Coopération belge au développement* (DGD).

Figura 1. Aportes de la agroecología al derecho a la alimentación saludable



Elaboración propia

(DESCA) issus du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), complété par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Par la suite, avec le PNUD adopté en 2018, les paysans et les personnes travaillant dans les zones rurales sont reconnus comme détenteurs de droits ; et aussi "l'agroécologie est reconnue comme l'exercice des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques paysannes appropriées pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et de la terre".

C'est pourquoi les expériences en agroécologie et les processus sociaux territoriaux générés grâce au programme ITV Zone andine sont analysés du point de vue de l'exercice des droits à l'alimentation, à la conservation de l'environnement et des ressources naturelles, et à vivre sans discrimination et avec l'égalité des sexes. Les sections suivantes décrivent la contribution du programme dans ce domaine sur la base d'évaluations externes et de systématisations d'expériences, informations que nous développons ci-dessous en réponse à la question initiale de cet article.

Droit à une alimentation saine (relatif à l'article 15, entre autres, de l'UNDROP)

Les contributions du programme ITV à la réalisation du droit à l'alimentation et à sa relation avec l'agroécologie peuvent être envisagées sous deux angles principaux : l'agroécologie en tant que forme de production alimentaire et en tant que mouvement social (figure 1).

L'effet le plus direct de l'approche agroécologique de la production alimentaire a été l'augmentation de la disponibilité d'aliments sains produits par des agriculteurs familiaux. Cette augmentation répond au renforcement de l'activité agricole suite à la mise en place de biojardins familiaux pour la production

d'aliments.

Cette augmentation est due au renforcement des activités agricoles suite à la mise en place de biojardins familiaux pour la production de divers légumes, de modules d'irrigation et d'élevage de petits animaux technicisés, en plus du développement de l'élevage extensif à petite échelle, ainsi que de la mise en place d'ateliers de formation sur l'alimentation saine. Tout cela a contribué à améliorer la nutrition des familles.

Bien que le programme n'ait pas inclus la diversité alimentaire des ménages parmi ses indicateurs, les témoignages recueillis auprès des familles d'agriculteurs suggèrent que certains changements dans la diversité productive ont pu contribuer à une consommation alimentaire plus diversifiée et plus saine. À Aija, au Pérou, 58 % des ménages participant au programme ont déclaré avoir eu suffisamment de nourriture au cours du dernier mois (janvier 2019) (Capoen et Ugas, 2021), alors que seuls 36 % des ménages non participants ont eu suffisamment de nourriture. On observe une différence similaire entre les ménages qui ont recours à l'élevage de petits animaux pour se fournir en viande tous les quinze jours (73 % chez les participants au programme contre 48 % chez les non-participants). Cela suggère une relation positive entre la diversité productive de l'exploitation et l'autosuffisance alimentaire. En revanche, les expériences rapportées à Palos Blancos, une zone de culture du cacao en Bolivie, montrent que la situation peut être différente dans les populations où la pratique de l'agroécologie est basée sur des motivations commerciales.

En ce qui concerne l'approche de l'agroécologie en tant que mouvement social, le programme ITV a mené des campagnes de plaidoyer et de mobilisation en faveur d'une alimentation saine, encouragées par les partenaires du programme et



Mujeres emprendedoras de Salinas, Oruro, Bolivia.  APROSAR

avec des résultats intéressants. Par exemple, en 2017, la PAC a encouragé la création de l'application NutriApp comme moyen d'information et de lobbying auprès des autorités pour la mise en œuvre de l'étiquetage alimentaire afin d'informer les consommateurs sur la valeur nutritionnelle des aliments. Cette démarche est conforme aux dispositions de la loi n° 30021 de 2013 sur la promotion d'une alimentation saine. L'application utilise des octogones colorés d'avertissement nutritionnel pour reconnaître les aliments et les boissons riches en sucre, en sodium/sel, en graisses, en graisses saturées et en graisses trans. Enfin, la campagne pour l'approbation de la loi visant à prolonger de 15 ans (jusqu'au 31 décembre 2035) le moratoire sur l'introduction d'organismes génétiquement modifiés (OGM) a été soutenue.

Lors de l'urgence sanitaire provoquée par le COVID-19, les expériences de production agroécologique promues par le programme ont permis d'assurer une alimentation variée aux familles paysannes sur leurs territoires, ainsi qu'aux populations connectées (migrants) à travers les marchés et les échanges au niveau rural et urbain. Cela a été possible parce que la principale destination de la production agroécologique est l'autoconsommation, ce

qui réduit la dépendance à l'égard des circuits alimentaires conventionnels et exogènes et la vulnérabilité aux crises. D'autre part, les excédents commercialisés dans les zones urbaines améliorent la disponibilité d'aliments sains pour les consommateurs de ces zones ; cependant, ces dynamiques sont organisées dans des circuits alternatifs et fonctionnels en fonction du contexte. Les expériences de solidarité consistant à envoyer de la nourriture des municipalités de Pamparomás et d'Aija aux membres de la famille dans les villes de Lima, Chimbote et Huaraz au Pérou, ainsi que des municipalités de Taraco et de Palos Blancos aux villes de La Paz et d'Oruro en Bolivie, en sont un exemple. Cela a permis de sensibiliser les populations rurales et urbaines à l'importance de l'agroécologie pour l'exercice du droit à une alimentation saine.

Droit à la conservation de l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles et des territoires (relatif aux articles 5, 14, 17, 18 de l'UNDROP)

L'accompagnement du programme ITV au niveau de l'exploitation agricole dans diverses initiatives agroécologiques, tant familiales qu'associatives,

s'est traduit par des progrès - variés et souvent partiels ou tronqués - en termes d'exercice du droit à l'utilisation durable des ressources naturelles. Cela concerne le recyclage de la matière organique, la gestion écologique des sols et des parasites, l'utilisation efficace de l'eau, la conservation de l'agrobiodiversité et la conservation de leurs propres semences. 83 % des familles de producteurs participantes appliquent au moins une pratique de fertilisation organique sur plus de la moitié de leurs cultures. 67 % combinent les cultures et 42 % utilisent un système d'irrigation par aspersion sur une partie de leur exploitation. Par ailleurs, parmi les familles qui appliquent la fertilisation organique, on constate une diminution de l'utilisation des produits agrochimiques, bien que seulement 35 % déclarent les avoir complètement éliminés, ce qui indique une difficulté récurrente dans les processus de transition vers l'agroécologie.

Nous avons constaté que le climat a changé ces dernières années et qu'il affecte davantage nos cultures. Grâce au [programme] [...], nous voyons maintenant l'importance de planter et de récolter l'eau [et] de reboiser. Nous avons amélioré [...] [les] cultures grâce à des techniques écologiques. De plus, la terre est maintenant plus fertile et s'use moins (témoignage d'un groupe d'agriculteurs du hameau de Racratumanca, Pamparomás, Ancash, Pérou).

Au-delà de l'échelle de l'exploitation familiale, nous soulignons la dimension territoriale que le programme a encouragée par le biais de processus communautaires de planification et de gestion des terres (figure 2). Il s'agit peut-être de la principale contribution du programme aux familles et aux communautés d'agriculteurs.

La gestion territoriale s'est appuyée sur

des processus participatifs qui ont permis d'articuler les communautés et les gouvernements locaux par le biais de diagnostics territoriaux, de cartographies communautaires et d'autres actions. Par exemple, l'installation de pépinières forestières et fruitières, le reboisement de 15 hectares, principalement avec des queñuales (*Polylepis* spp), à Aija, Ancash, des actions de plantation et de récupération de l'eau, la revalorisation du patrimoine archéologique et naturel et, au niveau familial, le développement de pratiques agro-écologiques. Ces processus comprenaient également un volet de formation à la planification territoriale, ainsi qu'une phase d'élaboration et de validation des plans de micro-gestion des ressources territoriales et naturelles, qui ont permis de les articuler avec d'autres plans de développement local existants. Enfin, le processus a permis de hiérarchiser les lignes d'action et les projets grâce à une gestion complémentaire des ressources financières (plaidoyer).

Ces processus territoriaux présentaient certaines limites, telles que la participation réduite des femmes et le manque d'acceptation de certaines familles parce qu'elles ne recevaient pas de bénéfices immédiats. Cependant, ils ont favorisé un changement progressif de la conscience environnementale de la population grâce à des actions plus décisives en faveur de la conservation de l'eau. D'autre part, des processus évolutifs ont été mis au point, dans le cadre desquels certaines autorités locales ont fait preuve d'un intérêt et d'un engagement réels pour l'action.

J'ai suivi des cours de biojardinage et de reboisement. J'étais une autorité communale et avec le soutien du [programme] [...] la formation en gestión territorial me m'a intéressé [y] davantage les cartes géoréférencées de la communauté (communauté de Vila Vila, Salinas, Bolivia).

Figura 2. Ruta metodológica del proceso de gestión territorial comunal aplicado en Aija, Perú



Réalisé par Diaconia



Membres de la communauté de Pamparomás, au Pérou, finalisant les détails du modèle 3D de leur micro-bassin versant et discutant des scénarios de gestion communautaire des terres. JDDP

Ces expériences de planification et de gestion communautaires des terres ont consisté en des processus ascendants (du micro au macro), visant à préserver les ressources naturelles et à renforcer l'activité principale des familles paysannes : l'agriculture familiale et les processus de transition agro-écologique. Ceci, dans une perspective de droits territoriaux, environnementaux et socioculturels, ainsi que de participation politique. La majorité des familles interrogées à la fin du programme (70% en Bolivie et 95% au Pérou) ont exprimé des améliorations dans l'exercice de leurs droits environnementaux et dans la gestion du territoire. En ce sens, l'évaluation finale du programme ITV indique que

le principal impact est le renforcement des capacités des bénéficiaires à exercer leurs droits au niveau local, [...] le renforcement de leur voix et de leurs actions en tant qu'agents de changement, en tant que promoteurs de la protection et de la gestion durable de leurs territoires et de leurs ressources naturelles (Cáceres et al., 2022)..

Derecho a vivir sin discriminación y a la igualdad de género (relativo al artículo 4, ente otros, de la UNDROP)

Les stratégies et méthodes participatives et inclusives utilisées par les organisations partenaires du programme, principalement celles spécialisées dans les approches de genre, comme le GGE au Pérou et REMTE en Bolivie, ont été diverses. L'approche de genre a été intégrée dans différents domaines : dans le travail des familles d'agriculteurs, dans les communautés indigènes, dans la transition vers la production agro-écologique et dans la gestion territoriale. Des résultats intéressants ont été obtenus, comme la présence de femmes produisant et gérant des jardins biologiques familiaux, appliquant des techniques d'irrigation et de sylviculture, participant à des foires locales et/ou occupant des postes au sein de leurs organisations. Malgré cela, les résultats ont été variés et, dans de nombreux cas,

il s'agissait de processus avec des changements partiels plutôt que d'expériences achevées.

Plusieurs témoignages montrent des changements significatifs non seulement chez les femmes rurales qui ont participé aux activités du programme, mais aussi chez les dirigeants masculins qui reconnaissent la contribution des femmes à la société. non seulement chez les femmes rurales qui ont participé aux activités du programme, mais aussi chez les leaders masculins qui reconnaissent l'apport des femmes et les discriminations dont elles sont victimes. Soixante-dix pour cent des femmes interrogées à la fin du programme en Bolivie et 96 % au Pérou ont exprimé une amélioration de leur bien-être (entendu comme leurs conditions de vie) (Bazoberry, 2021 ; Lívano, 2021). Cependant, dans le même temps, plusieurs témoignages de femmes soulignent que les relations entre partenaires peuvent être tendues ou conflictuelles lorsqu'ils occupent des postes de direction ou de gestion au sein de leur communauté et/ou dans la fonction publique.

L'expérience de travail du partenaire GGE avec les promoteurs locaux du genre dans les communautés de La Merced et Pamparomás dans la région d'Ancash (Pérou) lui a permis de se rapprocher des familles d'agriculteurs, en particulier des agricultrices, à travers de multiples et nouvelles formes d'interaction. Par exemple, en les motivant et en les accompagnant dans leur travail dans les jardins biologiques familiaux ; en renforçant l'identité et l'estime de soi dans des cercles d'apprentissage mutuel ; en prévenant et en soignant un environnement agressif qui isole les femmes, les jeunes, les filles et les garçons ; et en abordant les cas de violence et autres qui limitent les opportunités économiques, l'accès aux services sociaux et l'exercice des droits, en particulier pour les femmes et les jeunes (Huamán et al., 2021).

Les expériences d'empowerment économique des femmes en Bolivie, comme dans le cas de Palos Blancos, nous ont montré que dans les familles les plus avancées dans la gestion agro-écologique, il y a une plus grande implication des femmes dans la production de cacao et dans leur participation aux espaces publics. Cependant, leur plus grande participation aux dynamiques socio-économiques ne se reflète pas nécessairement dans les structures organisationnelles et politiques, malgré la plus grande présence des femmes dans les zones rurales et une perception marquée de progrès dans l'exercice des droits et du leadership des femmes. Parmi les questions les plus appréciées par les femmes, l'opportunité de participer à des projets agro-écologiques productifs a été identifiée, ce qui, entre autres, contribue à renforcer leur autonomie économique. Les femmes reconnaissent également qu'elles connaissent mieux leurs droits, ce qui élargit leur vision de leur participation à d'autres activités en dehors du foyer, ainsi que leur capacité à contribuer à la communauté et à l'espace public. Il s'agit peut-être là d'une autre des contributions les plus importantes du

Aujourd'hui, nous n'avons plus peur de nous exprimer avec nos maris, même devant d'autres personnes [...]. Nous sommes plus confiantes et nous nous sentons mieux sur le plan émotionnel. Nous produisons dans les jardins biologiques et nous apportons un soutien financier à notre famille [...]. Il est important que nous continuions à apprendre et à nous améliorer, à être de meilleures personnes et à aider et enseigner aux autres femmes de la communauté afin d'améliorer leurs foyers (différentes voix d'agricultrices recueillies lors de conversations à Pamparomás et La Merced à Ancash, au Pérou).

Réflexion finale

Nous revenons à la question initiale sur l'action du programme ITV au Pérou et en Bolivie afin de comprendre dans quelle mesure l'agroécologie contribue au respect, à la protection et à la mise en œuvre des droits des paysans tels qu'ils sont définis dans le cadre de l'UNDROP. D'une part, nous avons constaté que l'approche et la pratique de l'agroécologie ont contribué à générer des processus de transition productive et sociale, ainsi que des changements dans les familles paysannes et leurs communautés. Ces changements sont étroitement liés à leur droit de manger sainement et de gérer durablement leurs territoires, leurs ressources naturelles et leur environnement.

De même, une plus grande participation et un plus grand leadership des femmes au niveau familial et communautaire ont été pertinents, ce qui a permis de réduire certains écarts entre les hommes et les femmes. Enfin, malgré le contexte très difficile de l'urgence sanitaire COVID-19 en 2020 et 2021, et sans nier que le chemin à parcourir est encore long, le programme ITV a contribué à renforcer, par un travail agroécologique, les capacités des familles paysannes et de leurs organisations dans l'exercice de leurs droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux, ainsi que des droits politiques dans le cas des femmes, tout en promouvant des pratiques affirmatives en accord avec la législation nationale et internationale avancée. ●

Walter Chamocho

Agronome, master en gestion et développement de l'environnement,
conseiller en suivi et évaluation de la Zone andine-Eclosio
walter.chamocho@eclosio.org

Diana Santos

Spécialiste des systèmes alimentaires durables et chercheuse principale –
Projet SAMA de la Zone andine-Eclosio
Diana.santos@eclosio.org

Eric Capoen

Agronome et coordinateur régional de la Zone Andine-Eclosio
eric.capoen@eclosio.org

Références

- Bazoberry, O. (2021). **2da medición de indicadores del marco lógico del programa ITV en tres zonas de intervención en Bolivia**. Informe de consultoría externa. Eclosio.
- Cáceres, E., Durand, C., Valencia, E., y Gómez, A. (2022). **Evaluación final del programa Interactuando con Territorios Vivos-ITV Zona Andina (2017-2021)**. Informe de consultoría externa. Lima: Eclosio.
- Capoen, E., y Ugás, R. (2021). **Understanding the agroecological performance of smallholder households in the Peruvian Andes**. Presentado en Organic World Congress 2021, Science Forum: 6th ISOFAR Conference coorganizada con INRA, FiBL, Agroecology Europe, TP Organics e ITAB, Rennes, Francia, 8-10 de septiembre.
- Huamán, C., Irigoyen, F., Rosales, M., Alva, M., y Guillén, R. (2021). **Aportes de las mujeres en la producción agroecológica: una mirada desde el Género y la Economía Feminista, Sistematización de la experiencia en la región Áncash**. Lima: Eclosio.
- Lívano, A. (2021). **Segunda medición de indicadores del marco lógico del programa ITV en dos zonas de intervención de la Región Áncash, Perú**. Informe de consultoría externa. Eclosio.